



Prénom

Nom

Dossier de candidature aux fonctions de
Conseiller entreprises pour l'École (CeÉ)



L'Éducation nationale partenaire
des entreprises de votre région

À REMPLIR PAR L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE ET LE CANDIDAT

1. Nom et adresse de l'organisation professionnelle et nom de la personne proposant la candidature

.....
.....

2. Nom de la personne proposée en qualité de Conseiller entreprises pour l'École

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Lieu de naissance : Code postal :

Adresse personnelle :

.....

N° de téléphone :

Adresse courriel :

3. Diplômes, qualifications et titres professionnels et années d'obtention

.....
.....
.....

4. Distinctions honorifiques et années d'obtention (médaille du travail, palmes académiques...)

.....
.....

5. Le candidat a-t-il exercé les fonctions de Conseiller d'Enseignement Technologique (CET)

Oui Non

Si oui, dans quelle(s) instance(s) ? (cochez les cases) :

Intervenant - formateur dans un établissement de formation

Membre de conseil d'administration d'un établissement

Président ou membre d'un jury d'examen

Expert auprès de la préfecture ou d'autres organismes institutionnels

Participation aux travaux nationaux de la commission professionnelle consultative de rattachement

Autre(s) ? Précisez

6. Situation professionnelle actuelle

(indiquer avec précision la profession exercée)

Entreprise (nom et adresse) :

Effectifs salariés de l'entreprise :

- Moins de 10 De 10 à 100 Plus de 100

Statut du candidat dans l'entreprise :

- Employeur Salarié Artisan seul Retraité
depuis :

Activités actuelles (indiquez avec précision) :

.....
.....
.....
.....

Activités professionnelles antérieures :

.....
.....
.....
.....

7. Spécialité dominante pour laquelle la personne est qualifiée

Remplir cette rubrique d'après le répertoire des commissions professionnelles consultatives en annexe.
Exemple : Commission professionnelle consultative (CPC) n° 3 Métallurgie - Sous-commission Électronique.

CPC n°	Intitulé	Sous-commission

À REMPLIR PAR LE CANDIDAT

Nom :

Prénom :

Questionnaire sur les missions que vous souhaitez exercer

Dans le domaine des examens professionnels

	Oui	Non
8. Présidence de jury niveau V		
Certificat d'aptitude professionnelle (CAP)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Brevet d'études professionnelles (BEP)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mention complémentaire (MC)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Membre de jury d'examen		
Certificat d'aptitude professionnelle (CAP)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Brevet d'études professionnelles (BEP)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Brevet professionnel (BP)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mention complémentaire (MC)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Baccalauréat professionnel (bac pro)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Brevet de technicien supérieur (BTS)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre(s) diplôme(s) (DUT, licence professionnelle...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. Participation à la surveillance des épreuves pratiques		
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Participation au déroulement du contrôle en cours de formation (CCF)		
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12. Participation à la validation des acquis de l'expérience (VAE)		
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
13. Participation aux certificats complémentaires professionnels		
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Dans le domaine de l'éducation à l'orientation

Dans le cadre du parcours Avenir, les objectifs de politique publique sont :

- > favoriser l'insertion professionnelle des élèves après leur sortie du système éducatif,
- > aider et accompagner les jeunes dans leur projet d'orientation,
- > donner des clefs de compréhension aux élèves pour les préparer progressivement à leur arrivée future dans le monde professionnel, plus particulièrement s'agissant des élèves formés en alternance.

	Oui	Non
Dans les collèges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dans les lycées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Dans le domaine des relations avec les établissements de formation

Oui Non

14. Avec les lycées professionnels

Préciser la zone géographique (1)

15. Avec les lycées d'enseignement technologique

Préciser la zone géographique (1)

16. Avec les centres de formation d'apprentis (CFA)

Préciser la zone géographique (1)

17. Avec les groupements d'établissements (Greta, Afpa, autres...)

Préciser la zone géographique (1)

18. Avec les collèges

Préciser la zone géographique (1)

19. Dans le domaine des relations et du partenariat école-entreprise

(pôles de stages, participation au comité local école-entreprise, campus des métiers)

Préciser la zone géographique (1)

20. Compléments d'information

.....

.....

.....

.....

.....

(1) Département - bassin économique - agglomération - ville

Dans le domaine du conseil et de l'expertise

(interventions que vous serez prêt.e à envisager)

Oui Non

21. Participation à des instances de concertation académiques ou régionales

22. Participation à la réflexion sur l'évolution des métiers et la relation formation / emploi dans un secteur d'activité donné

23. Conseil dans l'acquisition d'équipements

24. Participation à la démarche qualité du lycée des métiers et des CFA

25. Animation et valorisation du réseau des Conseillers entreprises pour l'École

26. Autres thèmes d'intervention

.....
.....
.....
.....

27. De quelle disponibilité disposez-vous pour exercer votre mandat ?

Précisez jours, semaines ou périodes de l'année :

.....
.....
.....
.....
.....

Date et signature du candidat	Date et signature de l'employeur
Le / /	Le / /

Date et signature de l'organisation professionnelle proposant la candidature	
Le / /	

Dans le cadre de la participation des employeurs au titre de la formation professionnelle continue, l'entreprise peut prendre en compte le salaire et les cotisations sociales obligatoires du Conseiller entreprises pour l'École qui siège dans une commission, un conseil ou un comité administratif ou qui participe à un jury d'examen ou de validation des acquis de l'expérience (articles L3142-2 à L3142-5 du code du travail).

Aucune indemnité de fonctions n'est versée par l'académie pour les missions de Conseiller entreprises pour l'École. Seuls sont remboursés les frais de déplacement liés aux convocations des services de l'académie.

Dossier de candidature aux fonctions de Conseiller entreprises pour l'École (CeÉ)

Les informations recueillies dans ce dossier de candidature font l'objet d'un traitement informatique destiné à gérer la communauté des Conseillers entreprises pour l'École de l'académie. Les données informatiques sont gérées par la délégation académique à la formation professionnelle initiale et continue (Dafpic) et sont consultables par les inspecteurs de l'académie d'Orléans-Tours.

Conformément à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant à l'académie d'Orléans-Tours, Dafpic, 21 rue Saint-Étienne, 45043 Orléans Cedex 1. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

Publication sur le site de l'académie d'Orléans-Tours

(http://www.ac-orleans-tours.fr/formation_professionnelle_et_technologique/)

La fonction de Conseiller entreprises pour l'École est officielle et publique. Il est indispensable que chaque CeÉ puisse être joignable afin de pouvoir le solliciter pour les types de missions qu'il a acceptées et est susceptible d'effectuer pour l'académie.

Seules les informations que vous indiquerez ci-dessous seront publiées dans la liste des CeÉ du site officiel de l'académie d'Orléans-Tours.

Civilité	
Nom	
Prénom	
Adresse courrier électronique	
Téléphone fixe	
Téléphone mobile	
CPC de rattachement	(rempli par l'académie d'Orléans-Tours)
Département(s) d'affectation	(rempli par l'académie d'Orléans-Tours)

J'autorise l'académie d'Orléans-Tours à faire apparaître les informations ci-dessus dans la liste des CeÉ publiée sur le site académique.

Date et signature du candidat
Le / /

Pièces à joindre :

- extrait bulletin n° 3 de casier judiciaire à demander en ligne sur <https://www.cjn.justice.gouv.fr/>,
- copie de carte nationale d'identité.

ZONE RÉSERVÉE À L'ACADÉMIE D'ORLÉANS-TOURS

Date de réception du dossier à la Dafpic :
--

Date et avis du doyen des IEN-ET	Visa du doyen des IEN-ET
Le : / /	
<input type="checkbox"/> Favorable Commission n° <input type="checkbox"/> Défavorable	
Commentaire (si nécessaire) :	

Date et avis du doyen des IA-IPR	Visa du doyen des IA-IPR
Le : / /	
<input type="checkbox"/> Favorable Commission n° <input type="checkbox"/> Défavorable	
Commentaire (si nécessaire) :	

Date et avis de la Dafpic	Visa de la Dafpic
Le : / /	
<input type="checkbox"/> Favorable <input type="checkbox"/> Défavorable	
Commentaire (si nécessaire) :	

Date de nomination par Mme la rectrice	Période de nomination

ANNEXE

Liste des commissions professionnelles consultatives (CPC)

N°	Commission	
3	CPC Métallurgie	
	<table border="1"> <tr> <td>Sous-commission :</td> <td> <ul style="list-style-type: none"> > Travail des métaux Automobile, matériel agricole et de travaux publics > Électrotechnique, électronique, automatismes et informatique > Aviation </td> </tr> </table>	Sous-commission :
Sous-commission :	<ul style="list-style-type: none"> > Travail des métaux Automobile, matériel agricole et de travaux publics > Électrotechnique, électronique, automatismes et informatique > Aviation 	
5	Bâtiment, travaux publics, matériaux de construction	
6	Chimie, bio-industrie, environnement	
7	Alimentation	
8	Métiers de la mode et industries connexes	
10	Bois et dérivés	
11	Transports, logistique, sécurité et autres services	
12	Communication graphique et audiovisuel	
13	Arts appliqués	
15	Commercialisation et distribution	
16	Services administratifs et financiers	
17	Tourisme, hôtellerie, restauration	
19	Coiffure, esthétique et services connexes	
20	Secteurs sanitaire et social, médico-social	